

ALAIN

MESSAGE
AU PEUPLE

15 JUIN 1934

DOCUMENTS DES LIBRES PROPOS

Librairie Picart : 59, Boulevard Saint-Michel - Paris (5^e)

PRIX : 1 Franc

I

A LA JEUNESSE

En qualité de citoyen et d'homme de troupe, je me permets de vous rappeler la situation telle qu'elle est. Vous connaissez, d'après tant d'écrits, le grand Esclavage. Toutefois vous n'en avez pas fait l'expérience, et je dois avouer qu'à partir d'août 14, les choses ont marché plus vite et plus aisément que je n'aurais cru. En quelques mois, je dirais même en quelques jours, s'est établi sur le citoyen le despotisme le plus absolu, avec droit d'injure, et droit de punir de mort un simple rire, - sans compter que ceux qui étaient sans reproche risquaient leur vie tout de même. Soudainement la masse s'est trouvée partagée en deux classes : d'un côté les maîtres qui s'admiraient imperturbablement, de l'autre les esclaves, dont l'opinion n'intéressait personne, et qui comptaient moins que les chevaux et les mules.

Il se peut que la guerre exige cette grande simplification ; et il y a sans doute des cas où, pour la défense de ce que l'on croit juste, on acceptera de servir. Ce qui m'a donné à réfléchir, c'est cette prise de pouvoir, sans scrupule, sans respect aucun de l'homme, et par des hommes qui se croyaient certainement destinés à régler, sans aucune crainte de se tromper, les pensées et les actions de la plèbe.

Or, maintenant que nous sommes revenus aux méthodes de la Paix, je remarque qu'il y a un certain nombre d'hommes qui sont inconsolables de n'avoir plus ce pouvoir quasi-sacerdotal, qui s'étendait jusqu'aux pensées. Il y a des hommes qui tout franchement se disent éclairés sur la justice, sur la sûreté, sur les devoirs, sur l'honneur, et qui demandent simplement pour eux-mêmes le pouvoir absolu. Cela ferait rire, si l'on n'avait vu, pendant la grande guerre, avec quelle facilité le peuple des combattants avait été réduit au zéro d'importance. On se dit alors que l'art militaire est bien ancien et bien habile ; que l'opinion capitule bien vite devant le geste hardi du tyran. On ne se demande même plus qui veut le pouvoir et pourquoi ; car ce genre d'homme ne dissimule nullement ses intentions ; on cherche seulement d'où va venir l'offensive, et par où cet inflexible pouvoir, qui ne renonce jamais, va s'introduire chez nous avec ses défilés, ses fêtes et ses brutales punitions. L'exemple de l'étranger, principalement en Italie et en Allemagne, et même en Russie, leur montre qu'un petit nombre d'audacieux peuvent toujours nous ramener au temps d'Alexandre ou de César, où toute liberté est foulée avec indifférence, comme on foule la paille. Et la question est alors celle-ci : comment se garder, comment se sauver, comment conserver cette précieuse égalité des personnes, qui est notre religion à tous ?

Il est clair qu'il faut éveiller l'opinion, et lui faire voir ce qui arrive ; je crois même, pour ma part, que l'opinion peut tout ici, en bien comme en mal, et que la catastrophe ne tarderait pas si chacun se disait à soi-même : « Ils l'attendent tous, le maître, et presque tous l'acclament déjà. Que puis-je ? » - C'est ainsi que, même parmi nos amis, il n'en manque pas qui disent « Liberté, égalité, vieilles idoles, et usées. La jeunesse unanimement veut autre chose, qui soit fort, qui soit prompt, qui se fasse obéir. »

Or je vous annonce que si vous voulez cela, vous l'aurez. Et peu m'importe qui ce sera, parce que le despotisme n'a qu'une politique. À vous donc d'examiner. Si c'est la formation militaire (Une ! Deux !) que vous voulez, vous l'aurez ; et vous serez bien surpris de voir que la fin première d'un pouvoir fort, c'est de se conserver lui-même. Donc, à coup sûr : Pouvoir industriel, ou des compétences (choisies par elles-mêmes), et - pour assurer le pouvoir industriel, - Pouvoir Militaire (recruté par lui-même), tel qu'il fut toujours ; et, pour loi suprême, le salut de la Nation. Cela est vieux comme le monde. Et voyez comme le tyran Chattemitte essaie de faire remuer un peu le spectre de la guerre, pourtant bien fatigué.

Je pense qu'une vue claire de ce moment assez critique importe par-dessus tout, si l'on veut réaliser n'importe quel degré de justice ; c'est pourquoi je vous dis ces choses comme je les pense, et je les fais connaître en même temps à l'éternel officier, qui croit que seules ses pensées sont des pensées, qui croit que les devoirs envers lui sont les premiers devoirs, qui croit que sa justice à lui est la justice. Moi, au contraire, et de quelque façon qu'on rêve d'organiser le peuple, je veux toujours prendre pour arbitre le premier venu, et rabattre l'infatuation, qui jamais ne désarmera. Là-dessus, commençons par penser franchement, au dedans et au dehors, et nous n'aurons même pas besoin de pousser. Salut et Fraternité ⁽¹⁾.

ALAIN.

¹ Ce message a été lu le 30 mai 1934 à l'Assemblée de jeunesse, réunie par le *Comité d'action antifasciste et de vigilance* (Rivet, Langevin, Alain), salle de la Mutualité.

II

AUX IMPATIENTS DE LOIS NOUVELLES

Cette bouillante énergie qui se propose à nous, où tend-elle ? A changer la Constitution, à faire de meilleures lois, à donner aux gouvernants de plus puissantes armes ? C'est vouloir agir par l'intelligence. Or, par la complication des choses politiques, je doute qu'on puisse inventer une bonne loi. Au vrai, les lois qui existent sont suffisantes ; nous sommes encore immensément loin d'un état des choses où les lois seraient appliquées.

Voici qu'un petit attaché de cabinet s'accroche à un ministre et finit par le compromettre. Allez-vous faire une loi concernant les attachés ? Pourquoi ? Un ministre a tout pouvoir sur le personnel de son cabinet. En use-t-il ? Voilà la question. Qui ose gouverner, je ne dis pas au delà des lois, mais seulement selon les lois ? Est-ce que Coty a payé ses impôts ? Allez-vous changer la loi, quand la loi existante n'est pas appliquée ? La loi règle les impôts d'après les revenus. Vous rêvez d'une loi plus juste. Mais à quoi bon, si la loi actuelle est ouvertement, impudemment, impunément violée ? Ou bien, pour prendre un autre exemple, d'où vient qu'un escroc connu, et qui est pris à tricher au jeu, fasse encore figure d'honnête homme, sinon de ce que la police, jouant son éternel jeu, se plaît à réserver ses secrets et à compromettre les gens au pouvoir ? Or, selon la loi, le ministre de l'Intérieur a assez de pouvoir sur la police ; seulement il ne l'exerce pas. Ce n'est pas qu'il n'ose pas, mais c'est plutôt qu'il se fie aux lois et aux règlements, comme si les lois et règlements portaient en eux une vertu agissante, à la manière des remèdes. Une loi serait un purgatif. Mais il n'en est pas ainsi. Une loi ne fait rien. Pendant un assez long temps, ce qui est au-dessous de la Loire a refusé le timbre-quittance. Les ouvriers ont ouvertement déchiré le billet du percepteur. Les paysans n'ont pas déclaré grand'chose. Les médecins et avocats disent bien haut qu'ils garderont le secret sur leurs affaires et sur leurs gains. Combien d'autres, et parmi les plus riches, ont leur Banque de Bâle ? Cette maladie se gagne. Si le voisin triche, pourquoi irais-je payer ? Ainsi tout le monde triche. Il ne s'agit donc pas de changer la loi. Il faudrait l'appliquer.

Vous voulez de l'énergie ? Très bien. Mais je vois ici de l'ambiguïté. De l'énergie dans les lois ? Cela n'a pas de sens. Construisez une dictature par le moyen de lois nouvelles, et nommez dictateur un de nos hommes en coton hydrophile. Les terribles lois seront sans effet. Au lieu que, les lois étant ce qu'elles sont, un homme énergique ferait tout ce que le citoyen moyen peut désirer. Oui, la police serait mise au pas ; on ne lui demanderait pas si ses

sentiments sont choqués ou non. On n'admettrait pas une minute un préfet de police qui déclare livrer Paris aux anciens combattants. S'il prend ce parti, c'est donc qu'il est roi ? La loi ne le fait pas roi. Il ne s'agit donc pas de changer la loi. Ainsi pour tout. Il n'y a rien de plus simple que d'étaler au jour tous ces Conseils d'administration où l'on trouve d'anciens fonctionnaires, des décorés, même des fonctionnaires en exercice, tous défendus par quelque député-avocat. Alors toute la friponnerie serait publiée ; il n'y aurait plus que les repris de justice pour jouer ce jeu. Seulement il faudrait de l'énergie ; il faudrait annuler par d'énergiques refus toutes ces démarches en vue de couvrir ceci ou cela. C'est ce que la loi permet très bien. Et ajoutons que c'est ce que la masse des électeurs permet très bien. Donc il ne faut qu'oser.

Pleins pouvoirs et le reste ? Cela n'a point de sens. Les pouvoirs sont suffisants, mais c'est la volonté qui n'est pas suffisante. Et, en ceux qui réclament de nouveaux pouvoirs, je distingue assez bien deux choses. Une ambition de faire du neuf et de reconstruire l'État, ce qui ne donnera pas seulement une once d'énergie. Et si vos terribles lois sont appliquées comme le sont nos lois ? Écrivez le droit de dissolution plus explicitement dans les lois constitutionnelles ; est-ce que cela fera que Coty paie ses impôts ? Voilà la question. Est-ce que cela empêchera les fripons d'environner les ministres ? Voilà la question. Mais assez de misanthropie. La seconde chose que je vois dans tel de nos réformateurs, c'est pauvreté, probité, indomptable énergie. Eh bien, je leur dis ceci : Ne changez rien, mais prenez le commandement ; réglez selon les lois présentes. Vous verrez les fripons s'enfuir de tous les côtés. Pour tout dire, nous n'avons pas besoin d'idées, mais seulement de volontés.

III

AUX AGITÉS

Si vous voulez faire de la politique amusante, il faut jeter les vieux meubles par les fenêtres. Pour mon compte, je n'ai jamais pris la politique comme un jeu qui m'aurait préservé de l'ennui, et dans lequel j'aurais pu gagner quelque chose. Au contraire, j'ai pris sur un temps toujours trop court à mon gré, et toujours rempli à déborder, quelques heures pour la défense du citoyen, quelques heures pour remettre en forme des idées qui ont traîné partout, quelques heures pour obtenir que le citoyen, lui aussi fort occupé, veuille bien donner audience à quelques principes tirés du bon sens, ce qui doit suffire contre les tyrans toujours armés et toujours prêts. Je n'écris pas pour ceux qui cherchent le pouvoir ; ceux-là me sont dès maintenant suspects et me seront quelque jour ennemis. J'écris pour ceux qui ne font point métier de politique, et qui voudraient bien qu'on ne se moque pas d'eux.

La République que nous avons ne ressemble en rien aux régimes mussolinien ou hitlérien. La Raison d'État n'y est pas toute la raison. Les accusés ont des garanties. Il est bien facile de se moquer en gros. Mais lisez les procès-verbaux des Commissions d'Enquête : il est très clair que les commissaires, de quelque parti qu'ils soient, ont un grand souci de ne pas se tromper, de ne pas abuser de leur pouvoir, et enfin de laisser toute place libre à la défense. Ce spectacle est par lui-même sain. Les partis y fatiguent promptement leur venin, et bientôt l'épuisent. Tout revient au calme, et ce qui était grand crime dans la rumeur devient souvent peccadille sous la lumière froide de l'examen. Obtenir cela d'animaux aussi prompts, aussi passionnés, aussi intelligents pour nuire, que sont les hommes, c'est une sorte de miracle ; et je vous annonce que vous ne verrez jamais mieux. Les possibles, si raisonnables, se trouvent très bornés par nos fureurs, par nos vengeances, par les trompeuses évidences, par les vices, par les vertus. Que de précautions pour que le remède à l'injustice ne soit pas une autre injustice !

Tout considéré, la Révolution est faite chez nous. Toute l'injustice se meut dans l'ombre ; elle n'ose pas en sortir. Qu'on découvre qu'un puissant banquier a obtenu, par services d'argent, un petit retard de la justice, et vous entendrez de beaux cris, des cris unanimes. Le juge intègre n'a absolument rien à redouter de l'opinion. Et je dis même que sous ce rapport, l'opinion publique est toute républicaine. Quoi ? Lebrun est président Painlevé le fut presque. Ce sont des boursiers ; ce sont des premiers de la grande classe ;

nul ne dit et même nul ne pense qu'ils se soient élevés en protégeant quelque grand filou. Eh bien, quoi de mieux ? Parmi les plus instruits, nous choisissons encore les plus honnêtes. Le résultat, dites-vous, n'est pas brillant. Peut-il être brillant, quand la bonne volonté attaque, en fausse position toujours, une masse pesante d'intérêts et de passions, sans compter encore la frivolité heureusement naturelle à un peuple gai ?

Les choses sont ainsi. Je vous en supplie, Messieurs de la politique, ne nous barbouillez pas de teinture italienne ni de teinture allemande. Nous nous tenons crochés très solidement à quelques lieux communs qui sont la chanson de tous. Notre constitution, nos usages, nos hommes, ne refusent absolument rien de cette probité, de cet esprit d'ordre, de cette fermeté que vous réclamez sur tous les tons. La Révolution tenant ainsi le pouvoir, non seulement par les principes, mais encore par un bon nombre d'authentiques plébéiens, il est clair que toute nouvelle révolution se fera contre la révolution. Car, après que vous aurez chassé par violence les droits de l'homme, vous ne vous donnerez pas le ridicule de les rétablir, et d'ailleurs les tyrans nous tiendront déjà à la crinière et aux naseaux. Alors vous referez l'éternelle tentative de porter enfin au trône absolu le bon tyran ; et puis vous referez l'éternelle expérience d'après laquelle il n'y a pas de bon tyran. Mais lui, le tyran, s'en moquera bien.

Il n'y a que deux sens de l'oscillation. Ou bien les citoyens fatigués de veiller sur eux-mêmes, fonction non payée, supplient qu'on ne leur parle plus du vrai des affaires publiques, mais qu'on leur en donne seulement un sommaire agréable. Telle est la cure par le somnifère. Ou bien, au contraire, le citoyen s'aperçoit qu'il n'a que lui pour veiller sur lui-même ; le citoyen s'abonne à un journal de contrôle et de résistance ; le citoyen découvre que tout gouvernant laissé à lui-même marche tout droit, par une sorte de mécanique ou bureaucratique nécessité, à la banqueroute et à la guerre. Alors de nouveau il lit et il juge, estimant que cette heure consacrée chaque jour à la politique n'est point perdue, mais suffirait à tout, sous la condition d'un peu de courage d'esprit.

AUX DÉMOLISSEURS DU PARLEMENT

Les penseurs se sauvent connue des rats ; le système parlementaire n'a presque point de défenseurs ; cela fait voir que la réflexion politique est encore perdue dans l'abstrait. Dans toute œuvre réelle, il s'agit toujours de réparer, non de remplacer. Et surtout quand il est question des constitutions politiques, celle qui s'est le mieux pliée aux circonstances, on dirait presque au climat, celle qui résulte plutôt d'action que de pensée, est aussi celle qu'il faut d'abord conserver, comme les Anglais savent le faire. Et je n'entends pas par là que nous devions imiter les Anglais, si ce n'est en leur prudence comme en leur fidélité à eux-mêmes. Au reste, hors du système parlementaire, c'est-à-dire hors des libres débats et du libre contrôle, il n'y a rien que le très ancien système du despotisme, avec son cortège de favoris, de maîtresses, de prétoriens, de financiers. C'est alors que la presse nous trompera par ordre. C'est alors que les pouvoirs réels, argent, police, armée, religion conduiront leurs intrigues sous la surveillance illusoire d'un dictateur absolument séparé de toute parole libre. S'il n'est pas trompé alors, s'il ne gouverne pas pour un petit nombre de privilégiés, c'est qu'il est un homme rare, ou plus qu'un homme. La politique sage est celle qui prévoit des hommes moyens, dont la sagesse a besoin de secours.

Qu'avons-nous de bon ? Certainement le scrutin uninominal, qui travaille contre les partis. Quel était le danger ? Certainement la représentation proportionnelle, qui réduisait la politique à des luttes de partis, et multipliait dangereusement l'espèce des politiciens de métier. Quel est maintenant le danger ? On le voit à plein. C'est une élite, ou plutôt qui se prétend telle, et qui a horreur de l'égalité ; qui tient à ses privilèges, et veut le secret pour ses fructueuses entreprises et pour ses revenus. Cette élite, qui rassemble l'Académie, l'Armée, l'Église, la Banque, et les marchands de plaisir, a son siège et son fort dans Paris. C'est de là qu'elle s'épuise en railleries, en calomnies, en menaces contre les députés qui osent se prendre au sérieux. Beaucoup de députés trahissent une fois par jour ; il ne faut pas s'en étonner, mais plutôt considérer l'étourdissante puissance de ces crieurs publics qui répètent sans se lasser la même chose, à savoir que les parlementaires sont corrompus ou bien ridicules. Il faut dire que la Province, bien loin de croire et de répéter, prend le temps d'examiner un cas après l'autre. Et certes les scandales ne finiront pas, dans un régime qui a la prétention de ne rien cacher ; aussi faudra-t-il se fier aux élus, que chaque région choisit et dont elle répond ; et nous ne cesserons pas de voir des Commissions d'enquête rabattre un peu les superbes. Où est le mal ? Ou bien imagine-t-on un

système politique qui effacera d'un trait les faiblesses humaines ? J'invite ici les purs à prendre seulement conseil d'eux-mêmes. La crédulité, l'appât du gain, la vanité, la violence, n'ont que trop de puissance en chacun. Pourquoi espérez-vous que la société sera plus parfaite que l'homme ? J'espère seulement, pour ma part, que la coalition des hommes qui essaient de se gouverner, tiennent à peu près en respect, et non sans peine, les hommes qui ne veulent pas recevoir de loi, et qui, par ruse ou par force, mènent leur vie de dangereux animaux.

La question ainsi posée, on voit bien que la solution sera lente et patiente, par petits moyens et non par grands moyens, par longs jugements et non par subites explosions. Ceux des conjurés qui cherchent réellement l'honneur et la justice sont suppliés de ne pas nous jeter, eux compris, dans ce qu'ils redoutent et que nous redoutons. Cela dit, repassons nos axiomes de politique et de morale. Sachons bien que les poltrons se mêlent aux patriotes et crient très fort, et que les voleurs fonderont une Ligue des honnêtes gens. Ce qui ne va pas sans sincérité ; car le poltron tient beaucoup à être défendu, et donc il excite les courageux ; et je dirai même que le voleur a grand besoin des honnêtes gens, et qu'il doit même payer pour qu'on enseigne l'honnêteté dans les écoles. Car le voleur a besoin de confiance ; la confiance est son pain quotidien ; aussi il hait et poursuit les autres voleurs, qui troublent l'opinion. Et finalement, comme le poltron voudrait bien être le seul poltron au monde, afin d'être bien gardé, ainsi le voleur voudrait bien être le seul voleur au monde. En somme, le vice prêche la vertu ; au lieu que les gens passablement honnêtes rougiraient de se donner en modèles. Il faut prévoir ces effets-là, et ne pas trop s'en ébahir. La politique est un jeu de finesse et de précaution, auquel tout citoyen doit être initié.

AUX AFFAMES DE SCANDALES

L'enragé mouvement contre la République n'a jamais cessé et ne cessera jamais. Cette maison de verre, où nous voulons faire vivre généraux, directeurs et ministres leur donne à tous une sorte de vertige, ou peut-être un affolement de pudeur, comme à des gens qui s'aperçoivent qu'ils sont nus. Les accusés, les accusateurs, et jusqu'aux purs d'entre les purs, tous sont d'accord pour appeler un autre régime, qui mettra fin au scandale, en éteignant un peu cette lumière. Un pouvoir fort, cela signifie deux choses, un pouvoir qui châtie, et un pouvoir qui couvre. Je ne crois pas qu'il se trouve, dans ces amis du pouvoir fort, beaucoup de rusés coquins ; un honnête homme peut s'effrayer à la fois d'avoir été dupe et d'être soupçonné ; c'est une manière connue des voleurs de crier au voleur et d'accuser sur la moindre apparence. Les anciens pouvoirs excellaient dans l'art de projeter la lumière exactement où ils voulaient. Le coquin était pendu ; mais les fils étaient coupés entre le coquin et les complices seulement imprudents. Du même coup les honnêtes gens étaient rassurés ; je parle des pouvoirs petits et grands, qui craignent l'envie, la calomnie, la honte. Ces bons serviteurs, dont il y a toujours quantité, n'aiment point tant la liberté, qu'ils ont sacrifiée à l'amour de servir, que la sécurité de leur honneur. Ce grand cri de l'honnêteté timide se confond avec le cri des voleurs. Les voleurs sont très attentifs à faire durer cette confusion. Tout ce qui environne le pouvoir aime le secret.

Le citoyen, celui que je veux appeler le réclamant, n'aime pas le secret dans les affaires de l'État ; mais il ne croit pas aisément qu'on lui montre jamais tout. Il a le sentiment que la lumière crue brouille tout et efface les différences du coupable à l'imprudent, de l'imprudent à l'insouciant. Quelquefois il soupçonne qu'il y a un excès de la République qui rend impossible toute République. Quand on voit les pouvoirs se sauver à toutes jambes à la seule vue de leurs propres ombres, on se sent pris de pitié pour nos maîtres infortunés. Il descend des pouvoirs une lamentation vers le peuple ; et convenons que le peuple peut bien finir par se boucher les oreilles. Car la politique du citoyen est une précaution de défense, à laquelle il ne peut donner qu'une petite partie de son temps. Le jour où on lui remettra le soin d'enquêter et de juger, il saura ce que cela veut dire, et renoncera à cette liberté impossible qui réclame tout son temps et toutes ses pensées. Comme les ministres se démettent, ainsi quelque jour les citoyens se démettent. C'est dans ce court moment que le pouvoir absolu est aimé ; dans la suite il se passe d'être aimé.

Comment donc vivre dans un régime de contrôle sans effrayer les pouvoirs ? Telle est la question ; car j'aperçois une panique des pouvoirs. Il faudrait là-haut des esprits forts qui marquent énergiquement la limite entre le délit prouvé et punissable et le simple soupçon. Les ennemis du régime sentent bien qu'il peut périr par un besoin inhumain de vertu ; c'est pourquoi ils éclaboussent sans mesure. Contre quoi je dis qu'il faut des esprits forts, c'est-à-dire qui ne croient point, et qui n'aient pas non plus à décroire. Un esprit faible croit que les escrocs ont des visages d'escrocs et une réputation d'escrocs. Un esprit fort sait bien, au contraire, qu'on ne peut être escroc sans les manières, le visage et la réputation de l'honnête homme. Il ne faut point s'ébahir d'être trompé ; il faut s'attendre à être trompé. Qui met la main sur son cœur et invoque l'intérêt général, je le soupçonne de penser à lui, à sa bourse, à son ambition, ou bien à ma bourse pour me la prendre. L'honnête homme n'est pas ainsi ; il ne fait point son propre éloge. Un esprit fort ne se laissera jamais étonner par une ambassade de millions, ni par une ambassade de vertu ; mais dans tous les cas il appliquera le principe de l'égalité, qui est le plus efficace dans les Républiques. Voir toujours l'homme nu, sans plaques ni cordons ; accorder à tous, même aux riches, un capital égal de confiance et de défiance ; ne pas même voir les apparences, et traiter exactement du même ton l'homme aux millions et le balayeur. Ce genre d'esprit est peut-être uniquement de chez nous, mais il est fort chez nous. Essayez de votre prestige sur un de nos paysans, vous reviendrez penaud. Il faut donc que nos gouvernants s'en tiennent à cet esprit de simplicité et de rusticité ; il faut qu'ils ne s'en laissent pas dépouiller par l'habilleur, ni par l'habilleuse.

VI

LE SIX FÉVRIER : ÉMEUTE CONTRE L'ÉGALITÉ

Une émeute des pouvoirs, cela est assez neuf, et même assez piquant, quoique nous l'ayons vu déjà deux ou trois fois. Je ne sais si les pouvoirs sont opprimés ailleurs ; on en juge mal de loin ; mais il est clair que les pouvoirs sont opprimés chez nous, opprimés et persécutés ; c'est ce qui fait que les pouvoirs se révoltent, et donnent l'assaut au peuple. Et c'est si bien le monde renversé que les courageux radicaux, à peine s'ils ont remporté la victoire, se sauvent de toutes leurs jambes. C'est qu'il leur a paru, comme dans un fantastique miroir, qu'ils venaient de se vaincre eux-mêmes. Examinez avec impartialité, vous comprendrez que la moindre ambition ait froid dans la tempête égalitaire. Quoi ? Il n'est pas plus difficile de changer le préfet de police que de changer l'agent du coin ! Un adjudant barre la route à un colonel ; et cela ne fait même pas question. Si les maréchaux ne se tiennent pas tranquilles, il s'agit tout simplement de les mener au commissaire. Égalité, voilà bien de tes coups ! Et tous ces paradoxes, qui assourdissent l'Académicien, ne font que développer le suffrage universel, ce hasard heureux, qui n'avait pas été donné au peuple pour cet usage. Mais c'est qu'aussi les jeux de politique ne font que traduire tant bien que mal deux ou trois idées obstinées. Toute revue faite, il me semble que c'est l'égalité qui est la plus forte.

La liberté est une notion ambiguë, en ce sens d'abord que nul ne fait ce qu'il veut, en ce sens aussi que nul n'a le droit d'être libre qu'autant qu'il est raisonnable ; en ce sens enfin que la nature des choses étant bien plus forte que nous, il faut, de gré ou non, obéir à celui qui annonce la nécessité. Police, incendie, famine, peste, se traduisent toujours par le petit mot : il faut. Ainsi la liberté se fatigue d'essayer. Et tout s'achève dans le couplet fataliste, qu'on entend aussi bien à gauche qu'à droite. Ainsi l'homme d'État gagnera toujours lorsqu'il massacrera la liberté au nom de la liberté même, car montrez-moi une liberté qui n'étrangle pas quelqu'un ?

La fraternité fait horreur dans le maître. Car rien ne dit que le colonel n'aime pas ses petits soldats, ou qu'un roi n'aime pas ses sujets, ou que l'infirmière n'aime pas ses malades. Et la sincérité même de ce cruel amour, semblable à celui qu'un Dieu aurait, est ce qui irrite le pauvre homme, deux fois vaincu, par le malheur et encore par la bienfaisance, et privé de la révolte, qui est son dernier bien. C'est pourquoi, et il faut que les bien-faiteurs le sachent, l'amour ne recueille que haine, lorsque la majesté et le

pouvoir sont du côté de l'amour. Et ceux qui ferment les yeux à cette lumière peut-être blessante, ils peuvent bien parler de peuple et de République, ils ne savent pas ce que c'est.

Cependant l'égalité est intacte au creux de toutes les relations. Certes un riche peut beaucoup ; mais encore faut-il que l'écrivain ou l'électeur veuillent bien se vendre ; et ce marché se débat selon l'égalité. D'où je vois que le riche grince des dents, car la richesse devrait obtenir d'abord obéissance, d'abord respect, d'abord culte, comme un Dieu. Et pareillement le colonel est le maître, et on l'a vu plus de mille fois, par l'exécution, par la menace, par le respect soudain qui durcit les rangs. Oui, mais ce pouvoir n'existe que si les hommes le veulent bien ; on l'a vu aussi, ce débat entre égaux, que jamais le chef n'oublie ni ne pardonne. Mais comment faire ? J'avoue qu'à la plainte indignée des pouvoirs je n'ai rien à répondre. Du jour où les hommes se reconnaissent égaux, il n'y a plus de pouvoirs, il n'y a plus que des fonctions. Et le suffrage secret développe toutes ses conséquences. Tel est le radicalisme, si profondément haï de tous les tyrans, et si souvent trahi par ses propres chefs, qui avaient peut-être espéré un léger fléchissement de l'idée. Mais l'idée ne fléchit point, et l'égalité est sans nuances. Pourquoi ? Parce que l'égalité reconnaît le semblable, et le reconnaît comme esprit. Oui, même l'ignorant, j'ai tout au plus le droit de l'instruire, si je puis ; mais si sa pensée est confuse ou somnolente, c'est ma faute, ce n'est pas la sienne ; et nous courrons l'aventure ensemble, son avis valant autant que le mien.

Vous levez les bras au ciel, au ciel où devraient siéger les maîtres ; mais je vous réponds : « C'est ainsi, et il n'y a point de maîtres. » A vous donc d'éclairer ou de persuader, à vous qui réclamez le titre de maîtres. Mais ce beau mot a reçu enfin son vrai sens, il n'y a de maître que celui qui se veut égal et fraternel devant tout homme. Et voilà une nouvelle manière d'aimer, sans aucune amertume, et sous l'idée préalable d'égalité, que tout amour exige. Nous prétendons faire cette traversée ainsi, et jeter à l'eau les tyrans, s'ils bougent. Et quant à la liberté, elle sera grande ou petite selon l'événement, mais pure dans tous les cas, par l'amour, et d'abord par le respect. Ce n'est pas caché. Nous n'avons rien à cacher.

VII

FACE A LA COALITION FASCISTE :

LE PEUPLE

La politique est une chose ennuyeuse, et le sera toujours. Rien n'est monotone comme l'inconsolable colère de ceux qui se croient faits pour gouverner. À quelque degré qu'ils se voient, proconsuls ou assommeurs, ils ne peuvent comprendre qu'on leur préfère des hommes qui n'adorent point leur propre pouvoir, et même quelquefois le méprisent. Aussi vont-ils répétant que le peuple est bien incapable de contrôler la politique et même qu'il ne le désire point. Aussi, à défaut de rois nés, il faut, disent-ils, remarquer, honorer, élever, soutenir tous les nouveaux rois qui se montrent, c'est-à-dire qui savent, en résistant et forçant, se faire aimer pourtant d'une certaine manière. Les militaires sont maîtres de cet art immémorial de gouverner. C'est pourquoi tous nos tyrans, grands et petits, aiment l'ordre militaire ; et en ce sens ils aiment tous la guerre et surtout la menace de guerre, qui ne manque jamais de remettre le peuple en colonnes par quatre. Le système militaire offre ainsi le modèle de l'autorité telle que les tyrans la voudraient. Aussi ce qui peut rester de militaire dans un ministre, dans un directeur, dans un préfet, ce mélange du paternel, du goguenard, et du féroce, voilà ce que loue et acclame le parti des tyrans, sans jamais se tromper. D'où des accords, des cris, des cortèges, qui font d'abord illusion, parce que la masse du peuple est dispersée et occupée. Et d'ailleurs la société des riches, si naturellement alliée au parti du prestige et de la violence, fait aussitôt avancer romans, essais et journaux pour une imprudente campagne où les faits et les hommes sont hardiment déformés. Mais je tiens beaucoup à rappeler que les passions ainsi excitées et payées sont des passions sincères et redoutables. C'est donc ainsi, et par une telle coalition permanente, que l'on fatigue l'opinion à force d'alarmes et de scandales, en vue d'user le courage du peuple et des vrais amis du peuple. On croit aisément qu'on y est arrivé ; on se jette dans la rue avec le dessein avoué et public d'assommer ou de pendre les derniers survivants du radicalisme abhorré. Il se produit alors un moment de confusion ; on l'a vu, on le verra.

En ces tournants difficiles, et quand les doctrinaires de la liberté, souvent aigres d'ambition, semblent hésiter un peu, disant que cette République ne vaut guère qu'on la défende, il se fait au contraire parmi les citoyens une séparation prompte et admirable. Le juste milieu est effacé, et chacun tombe

du côté où il penchait ; il n'y a plus que des tyrans d'une part, et des révoltés de l'autre. Cette coupure se fait partout, dans les corporations, dans les partis, dans les administrations, dans les cercles, dans les familles. La guerre sainte est partout. De banquier à banquier, de cheminot à cheminot, de terrassier à terrassier, on se regarde sans tendresse. Car le métier fait sans doute beaucoup aux opinions, mais il ne fait pas tout. Je remarque même qu'en ces moments décisifs l'impartialité est prise pour trahison par ceux qui aiment la justice ; et en effet les éternels gouvernés et les éternels dupés et foulés ont plus d'une raison de croire que qui n'est pas avec eux est contre eux. C'est ainsi qu'un pamphlétaire fameux, qui a voulu faire l'élégant, s'est trouvé seul entre les deux camps, et bien étonné.

La politique est une lutte qui ne finira point. La République n'est pas fondée ni assise ; elle ne le sera jamais ; il faut la fonder tous les jours ; il faut prendre parti tous les jours. J'avoue que tout progrès se trouve suspendu par cette lutte continuelle, où il faut répondre la même chose à ceux qui répètent la même chose. Et je n'aime pas ce ton des juges, qui disent que la République est en effet bien imparfaite, et qu'il faudrait la changer. Mes bons amis, bien heureux nous sommes de l'avoir telle qu'elle ; et regardez autour de vous comment la liberté est piétinée par les constructeurs d'empire. Naturellement je ne vais pas confondre ceux qui nous apportent un plan de justice, avec les tyrans, qui nous promettent exactement tout le contraire. Mais je dis que le dessein de réformer la République s'accorde un peu trop bien avec celui de l'étrangler. À ces cris imprudents et ambigus, il arrive que les plus ardents tyrans et les plus fiers amis de la liberté chargent ensemble contre l'ordre tel quel ; et cette horrible confusion a bientôt attristé et hébété les chefs radicaux, abreuvés d'injures et menacés de tous les côtés ; cela jusqu'à ce que le peuple se montre. Et voilà ce qu'on a vu et ce qu'on verra, tant que la République ne sera pas égorgée.